18 février 2017 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'agriculture au service de l'environnement, à Auch le 18 février 2017.

Une semaine avant le Salon de l'agriculture qui va être un grand rendez-vous, comme chaque année, avec la France toute entière, j'ai souhaité venir ici, dans le Gers parce qu'il y a des innovations qui sont pour l'agriculture des sources de progrès et pour notre planète aussi des garanties.
Je suis au côté de Philippe MARTIN qui est le président de l'Agence nationale pour la biodiversité, agence qui a été créée par la loi en 2016 et qui, aujourd'hui, a en charge de faire que la biodiversité soit à la fois une obligation, un objectif mais en même temps un levier pour des pratiques différentes.
Dans ce département à l'initiative d'ailleurs de Philippe MARTIN il y a eu des plantations, l'agroforesterie. Il y a des pratiques qu'on appelle « les couverts », qui permettent d'avoir des rendements meilleurs et en même temps une protection bien plus grande de nos sols et de notre environnement et, surtout, de la ressource en eau. La ressource en eau qui est une grande préoccupation. Je viens ici, dans une région où nous avons des inquiétudes par rapport à ce que peut être justement l'eau dans les prochaines semaines ou les prochains mois.
Je viens aussi dans un département qui est touché par la grippe aviaire une fois encore. Le ministre de l'Agriculture se rendra dans les Landes au début de la semaine et annoncera de nouvelles dispositions, parce que nous devons procéder à des abattages plus nombreux que nous ne l'avions pensé et faire en sorte que les agriculteurs puissent être indemnisés dans les meilleures conditions. Nous avons tout intérêt à ce que nous puissions limiter, autant qu'il est possible, cette épidémie et donner aux agriculteurs la possibilité comme nous l'avions fait l'année dernière de pouvoir pendant un temps être protégés et procéder aux abattages.
Je sais combien c'est douloureux, combien pour un certain nombre d'exploitants c'est une souffrance d'être obligé de détruire leur cheptel, et donc de faire en sorte que nous puissions leur apporter tout de suite les garanties et les indemnisations indispensables et empêcher l'épizootie de se diffuser.
Voilà la raison de ma présence mais c'est aussi un message que nous devons envoyer. C'est que l'agriculture est au service de notre environnement, à la condition bien sûr que nous puissions réarticuler des aides, des soutiens pour que les agriculteurs puissent être en charge de notre planète et ils le sont et qu'ils puissent être accompagnés tout au long de ce processus.
L'environnement n'est pas une contrainte, ce n'est pas une obligation qui s'impose. C'est au contraire une façon de produire mieux et de prélever moins dans les ressources naturelles. Voilà pourquoi, il est très important que nous puissions au nom de la France valoriser cette méthode-là, ces pratiques-là.
Je rappelle que la France, est le pays qui a accueilli l'accord sur le climat, la grande conférence qui a permis justement que notre planète puisse être préservée pour les prochaines années. Je ne permettrai à aucun grand pays, chacun le reconnaîtra, de mettre en cause cet accord. Nous, Français et Européens, nous devons être en avant-garde par rapport à ce qu'exige cet accord sur le climat. D'où l'engagement que j'avais pris de l'Agence sur la biodiversité que Philippe MARTIN avait lancée comme ministre, et qu'il va poursuivre comme président de cette grande agence, qui est un modèle pour le reste du monde.
Merci.